



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

20 mars 2012

Français

Original : anglais

---

## Deuxième Commission

### Compte rendu analytique de la 27<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 28 octobre 2011, à 10 heures

*Président :* M. Zdorov. . . . . (Bélarus)

## Sommaire

Point 17 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (*suite*)

a) Commerce international et développement (*suite*)

d) Produits de base (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-56973 (F)



Merci de recycler

*En l'absence de M. Momen (Bangladesh),  
M. Zdorov (Bélarus), Vice-Président, prend  
la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Point 17 de l'ordre du jour : Questions de politique  
macroéconomique (suite) (A/66/388)**

**a) Commerce international et développement  
(suite) (A/66/185, A/66/138, A/66/15 (Part I),  
A/66/15 (Part II), A/66/15 (Part III),  
A/66/15 (Part IV), A/66/323 et A/C.2/66/4)**

**d) Produits de base (suite) (A/66/207)**

1. **M. Nassem** (Pakistan) dit que, si l'on veut sortir de l'impasse les négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha et mettre le commerce au service du développement grâce à un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable, il faut s'attacher en priorité à libéraliser le secteur agricole et le mouvement des personnes dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services, à éliminer les obstacles non tarifaires, à faire bénéficier les pays en développement d'un traitement spécial et à mettre en place, en ce qui concerne les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, un régime favorable au développement. Si les négociations ne sortent pas de l'impasse, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se trouvera affaiblie et les distorsions commerciales continueront de s'accroître. Les pays doivent absolument se garder d'adopter des mesures protectionnistes. Par ailleurs, la gestion de la volatilité des marchés des produits de base doit être abordée dans l'optique de la réduction de la pauvreté et du développement. Il faut que les investissements dans le secteur des produits de base augmentent durablement pour que l'offre et la demande se rééquilibrent et pour contrôler les conséquences de la spéculation sur les marchés à terme de ces produits.

2. **M. Jawhara** (République arabe syrienne) affirme l'attachement de son gouvernement au système multilatéral de commerce international et son souhait de faire partie de l'OMC. Les obstacles économiques et politiques qui empêchent les pays en développement de devenir membres de cette organisation doivent être éliminés.

3. Dans son rapport intitulé « Mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement » (A/66/138), le Secrétaire général décrit les conséquences de ces mesures sur les perspectives de croissance à long terme des États visés et la prospérité de leurs peuples. Or, ainsi qu'il est exposé en détail dans le document A/C.2/66/4, la Syrie fait les frais de sanctions imposées par les États-Unis, les membres de l'Union européenne et plusieurs autres pays. Outre qu'elles sont illégales en ce qu'elles vont à l'encontre des buts et principes de la Charte des Nations Unies, ces sanctions sont lourdes de conséquences pour le système commercial international dans la mesure où elles compromettent sa validité, jettent le doute sur la bonne volonté des États développés et freinent la réalisation des objectifs de développement arrêtés d'un commun accord. Les États qui imposent des sanctions de ce type doivent immédiatement y mettre fin par égard tant pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays visés que pour leur propre réputation.

4. **M<sup>re</sup> Chullikatt** (Observateur du Saint-Siège), faisant observer que le système commercial international actuel abonde en inégalités, déplore que les perspectives de réforme commerciale semblent plus lointaines que jamais malgré les engagements pris à la réunion du G-20 de septembre 2009 de lutter contre la résurgence du protectionnisme commercial et de conclure le Cycle de Doha d'ici à la fin de 2010. Les pays développés doivent s'armer du courage politique nécessaire pour promouvoir le commerce équitable. Même si la plupart d'entre eux connaissent des difficultés économiques et si les réformes commerciales y ont entraîné des suppressions d'emploi, un allègement, fût-il modeste, des mesures protectionnistes visant certains produits agricoles améliorerait considérablement les conditions de vie de nombreux petits exploitants dans les pays en développement. L'agriculture est en effet un secteur clef dans bon nombre de ces derniers puisque la majorité de la population pauvre du monde vit dans des zones rurales et, contrairement aux pays développés, les pays en développement ne sont pas en mesure de protéger leurs travailleurs agricoles. Les perspectives des pays en développement peuvent être améliorées au moyen de nouveaux arrangements commerciaux favorables aux pauvres, d'accords commerciaux sur les produits agricoles et manufacturés conclus entre pays en développement et de mesures d'aide au commerce

visant à renforcer l'infrastructure de transport, les capacités d'entreposage et les institutions commerciales.

5. **M<sup>me</sup> Luna** (Mexique) se dit préoccupée par les conséquences du niveau élevé des cours des produits de base sur le relèvement économique et par la spéculation sur les marchés mondiaux des produits alimentaires. Le Mexique est favorable à un système commercial multilatéral susceptible d'encourager la croissance et le développement économiques, soutient les efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir la coopération internationale en vue de renforcer les capacités commerciales des pays en développement et espère que des progrès tangibles seront réalisés dans le cadre du Cycle de Doha. Considérant que le commerce est un facteur stratégique de développement, il s'inquiète des répercussions de la crise financière et économique mondiale sur le commerce international et du caractère fragile et inégal de la reprise des échanges commerciaux. Dans ce contexte, il a participé à la cinquante-deuxième réunion directive du Conseil du commerce et du développement, tenue à Genève les 11 et 12 avril 2011 en préparation de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui aura lieu à Doha du 21 au 26 avril 2012. Il espère que la Conférence examinera les questions de commerce et de développement sous tous leurs aspects, y compris le financement, les technologies, les investissements et le développement durable, et appuie le renforcement de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire, propre à favoriser un développement sans laissés-pour-compte et une croissance durable.

6. **M. Gumende** (Mozambique) dit que la crise financière et économique mondiale a profondément modifié les relations commerciales de son pays. L'élargissement et la diversification notables des exportations du Mozambique, associés à de grandes réformes du barème des droits d'importation, se sont avérés salutaires dans l'ensemble. Il reste encore à s'attaquer aux contraintes existant du côté de l'offre afin que les exportateurs mozambicains aient accès aux grands marchés internationaux, et à renforcer les infrastructures en vue de rendre les exportations plus concurrentielles et de faire baisser les coûts de production.

7. L'aide au commerce est importante du point de vue du renforcement et de la diversification des capacités de production, en particulier dans les pays les

moins avancés, et justifie la mobilisation de ressources supplémentaires sous forme de subventions. Par ailleurs, eu égard aux désaccords qui persistent entre les participants aux négociations du Cycle de Doha, le Mozambique appelle toutes les parties à tout faire pour que la huitième session de la Conférence ministérielle de l'OMC aboutisse afin que les pays en développement puissent prendre leur place dans l'économie mondiale et tirer eux aussi parti du système commercial multilatéral. Enfin, pour que ces pays puissent faire face à la volatilité des prix des produits de base, qui touche plus particulièrement les pays exportateurs nets de denrées alimentaires et producteurs de cultures tropicales, la communauté internationale doit les aider à se doter des capacités d'adaptation et de résilience voulues.

8. **M. Mchumo** (Fonds commun pour les produits de base) dit que le Fonds commun pour les produits de base demeure la meilleure expression de la volonté collective de la communauté internationale de traiter la dépendance envers les produits de base comme un problème de développement de portée mondiale. Les politiques et les instruments internationaux qui permettent de faire face aux différents aspects de cette dépendance ne se limitent pas à la gestion de l'offre et concernent également, par exemple, le transfert et la gestion des risques en vue de leur atténuation, la diversification horizontale et verticale du secteur des produits de base, l'accroissement de la transparence et de l'efficacité de la chaîne de valeur, le soutien du revenu et la gestion des recettes. Depuis plus de 20 ans que le Fonds existe, la communauté internationale n'est jamais parvenue au consensus nécessaire pour que la gestion de l'offre à l'échelle mondial ait un effet concret. Il y a donc lieu de se féliciter de l'attention renouvelée que le G-20 prête à la transparence des marchés en tant que moyen d'assurer la stabilité du marché des denrées alimentaires. À l'approche de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds se penchera comme il se doit sur les questions pertinentes en s'appuyant sur une connaissance de plus en plus grande de la corrélation entre le marché des produits de base et les mouvements du marché mondial des capitaux.

9. Dans le même temps, les pays dépendants des produits de base peuvent tirer parti des possibilités qui se présentent sur les marchés de ces produits en déployant des efforts ciblés en vue de générer un cycle vertueux de croissance économique. Les mesures

doivent être aussi proches que possible du producteur et permettre au secteur privé, notamment celui de la finance, d'intervenir au plus tôt. Ce n'est pas parce que la réduction de la volatilité des marchés des produits de base se heurte à des difficultés qu'il faut arrêter d'essayer d'atténuer la dépendance des pays en développement vis-à-vis de ces produits, qui reflète d'ailleurs l'échec des efforts de promotion d'une croissance économique durable et diversifiée. À cet égard, l'accroissement des écarts de revenu et des inégalités sociales et l'absence de perspectives d'avenir pour les pauvres sont particulièrement préoccupants.

10. Pour libérer les pays en développement de leur dépendance vis-à-vis des produits de base, il faut accroître la productivité du secteur agricole en exploitant la technologie et les connaissances, en utilisant les ressources productives et l'eau de manière rationnelle, en améliorant les liens avec les marchés, en transférant et en atténuant les risques pour que les producteurs soient moins vulnérables. La Deuxième Commission devrait dire clairement que l'adoption d'une stratégie ouverte et souple dans le domaine des produits de base est indispensable à une croissance et à un développement durables dans le monde.

11. **M<sup>me</sup> Barth** [Organisation internationale du Travail (OIT)] dit que l'ouverture des marchés peut soulager les pays des contraintes imposées par leur économie, entraîner des gains de productivité grâce à une efficience accrue et au progrès technologique et stimuler l'économie mondiale. Cela étant, la libéralisation des échanges commerciaux entraîne aussi bien la perte que la création d'emplois. À court terme, ses effets nets sur l'emploi peuvent être positifs ou négatifs selon la situation du pays concerné, notamment le fonctionnement des marchés du travail et des biens, mais, à long terme, les gains d'efficacité qu'elle génère devraient avoir des conséquences positives du point de vue du nombre d'emplois et des salaires. Dès lors cependant qu'elle nuit à une partie de la population active, il faut mettre en place des politiques sociales et des politiques d'emploi visant à redistribuer une partie des bénéfices issus du commerce.

12. Le développement des pays les moins avancés dépend de leur intégration dans l'économie mondiale au moyen du commerce et de l'investissement. Ces pays doivent cependant avoir la possibilité de décider par eux-mêmes à quel rythme et dans quelle mesure réduire la protection qu'ils offrent à leurs producteurs; ils doivent également investir dans le renforcement des

compétences des travailleurs et de leur aptitude à l'emploi et offrir un minimum de protection sociale. Pour stimuler la croissance et la création d'emplois de manière durable, l'ouverture des marchés doit s'accompagner de politiques visant à régler les problèmes d'ajustement et de répartition et à promouvoir la stabilité macroéconomique, l'emploi, la protection sociale et l'éducation. Le succès du Programme de Doha pour le développement suppose que les gouvernements continuent de refuser le protectionnisme et cherchent de nouveaux moyens de mettre les échanges de service de la croissance, du développement et de la création d'emplois.

13. **M. Bredel** [Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)] dit que, pour les pays dont l'économie est modeste, une participation effective aux échanges commerciaux régionaux et mondiaux est le prélude à une augmentation considérable de la demande de biens, et donc à la création d'emplois et à la génération de revenus, facteurs de réduction de la pauvreté et des inégalités. Bon nombre de pays en développement, gravement handicapés par le cercle vicieux de volatilité résultant d'une dépendance excessive vis-à-vis des produits de base et des fluctuations des cours de ces produits, doivent tenter de se lancer dans la production et l'exportation de produits manufacturés, qui favorisent souvent une croissance plus marquée et plus durable que d'autres exportations. La mondialisation a transformé le concept de développement industriel, les échanges de tâches a pris une importance beaucoup plus grande, en particulier comme moyen pour les pays en développement de s'introduire sur les marchés internationaux, et la forte croissance des pays émergents a conduit à une multiplication des débouchés commerciaux, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et du commerce régional.

14. En sus de tarifs douaniers préférentiels, les pays en développement doivent se doter de capacités d'offre concurrentielles et veiller à ce que leurs produits soient conformes aux exigences du marché. Les obstacles non tarifaires tels que les restrictions imposées par les règles d'origine ou des normes rigoureuses en matière de santé et de sécurité, de qualité et d'environnement créent des difficultés considérables. Le renforcement des capacités commerciales des pays en développement et des pays en transition, devant se traduire par l'accroissement et la diversification des exportations, est l'un des principaux objectifs des programmes de

coopération technique et d'aide au commerce menés par l'ONUDI, qui participe notamment au Cadre intégré renforcé et au Groupement interinstitutions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination concernant le commerce et la capacité de production et a coordonné l'édition 2010 du Guide des ressources disponibles dans le système des Nations Unies pour le renforcement des capacités commerciales. L'ONUDI continuera de recommander que les questions commerciales soient placées au centre du débat international sur le développement.

*La séance est levée à 10 h 54.*